Stop au terrorisme ! Expulsion des islamistes !

écrit par Pierre Cassen et Christine Tasin | 17 octobre 2023

COMMUNIQUE DE RESISTANCE REPUBLICAINE ET RIPOSTE LAIQUE

Hier Conflans, aujourd'hui Arras, demain Saint-Brevin ?

Le 16 octobre 2020, l'enseignant Samuel Paty était décapité, à la sortie de son collège, par un Tchetchène qui n'avait rien à faire en France.

Trois ans plus tard, ce régime n'ayant rien fait de concret pour enrayer le djihad quotidien qui se déroule chaque jour en France – agressions de policiers, lynchages de Français, violences gratuites et multiplications des viols – un autre enseignant, Dominique Bernard, s'est fait égorger par un autre Tchetchène qui n'avait, lui non plus, rien à faire en France. Trois autres adultes ont été blessés lors de cette agression.

C'est la faillite totale de l'Etat qui éclate au grand jour, et son incapacité à protéger les Français, dont les enseignants et les élèves, autres cibles privilégiés, à présent, des islamistes. Le plus grave est que Macron et Darmanin, au lendemain de ce nouveau drame, n'émettent que des platitudes d'impuissants. Ils ne parlent pas d'arrêter la folle invasion migratoire, responsable de l'islamisation de la France et des violences quotidiennes des soldats d'Allah sur notre sol. Pas un mot sur

la nécessaire remigration de millions d'étrangers, majoritairement musulmans, préférant les lois de l'islam à celle de la République, qui n'ont donc pas leur place en France.

Aucune piste pour déchoir de la nationalité française les binationaux délinquants et les renvoyer dans le pays de leurs parents.

Dans quelques semaines, à Saint-Brevin, juste à côté de l'école de la Pierre Attelée, cent dix migrants, tous d'origine africaine, presque. tous des hommes seuls, prendront possession du Cada, malgré le combat courageux mené par le Collectif de Préservation de la Pierre Attelée depuis près de deux ans. On s'étonne, après le drame d'Arras (d'autres catastrophes ont été évitées de peu à Limay, à Nîmes et devant d'autres écoles), du silence complice des organisations syndicales enseignantes, des Parents d'élèves, de la municipalité, du préfet et de toutes les autorités, qui ne paraissent pas mesurer, vu la proximité du Cada et de l'école, la mise en danger quotidienne des enfants et des adultes qui travaillent dans cet école.

Selon l'Union Sociale pour l'Habitant, présidée par Emmanuelle Cosse, ancien ministre de Hollande, 2,4 millions de ménages français sont en attente d'un logement social. Ne serait-il pas préférable d'installer quelques-unes de ces familles, solution qui rassurerait tout le monde ?

Résistance républicaine et *Riposte Laïque,* qui ont soutenu les militants de Saint-Brevin tout au long de leur action, demandent aux autorités d'appliquer le principe de précaution, de renoncer au projet Aurore, et d'installer des familles françaises dans le Cada. Il en va de la sécurité des enfants, des enseignants, du quartier et de toute la ville.

Fait le 16 octobre 2023

Christine Tasin et Pierre Cassen